



ANALYSIS OF PUBLIC INVESTMENTS ON THE DEVELOPMENT OF TOURISM IN MALI

ANALYSE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS SUR LE DEVELOPPEMENT DU TOURISME AU MALI

Kalifa DAO

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako - Mali

Mouctar TRAORE

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako - Mali

Amadou DOLO

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako - Mali

Boubacar SY

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako - Mali

Résumé : L'objectif de cette recherche est de mesurer l'effet des investissements publics sur le développement touristique du Mali durant la période 1986-2018. A l'aide de la méthode ARDL, cette étude met en évidence l'effet des investissements publics sur le développement touristique à court et à long terme au Mali. Les résultats obtenus montrent un effet positif des investissements publics et privés à court terme et négatif à long terme sur le taux d'employabilité. Au niveau des recettes touristiques, les investissements publics et privés ont un effet positif à long terme. Nous notons spécifiquement le cas des conflits qui présentent un effet négatif et significatif sur le développement touristique au Mali.

Mots-clés : développement touristique, investissement public, recette, emploi et Mali.

Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.8092513>

1. Introduction

Le tourisme est considéré comme l'une des activités économiques les plus importantes du monde, en raison notamment de la création, de la richesse et de l'emploi ainsi que de ses retombées positives en

termes de source de devises depuis plusieurs années (Bouzahzah et El Menyari, 2012 ; Butler (1980) ; WTO (1998) ; Filion et al. (1994) ; Dwyer et al. (2004)). Cette prise de conscience est toutefois un phénomène récent et ce n'est que depuis peu, que les gouvernements ont réalisé l'évolution de cette activité, ainsi que son importance en tant qu'outil de développement économique (Ioannides (1995) ; Lanza et Pigliaru (1995) ; Puppim de Oliveira (2003) ; Lanza et al. (2003)). De nombreux auteurs, dont notamment (Bushell et al. (1972) ; Jenkins (1982) ; Tribe (1995) ; Rogerson (2001) ; Pereira (2001)) ont souligné l'importance des investissements touristiques sur la croissance d'un pays et signalé la nécessité de réaliser des investissements dans ce domaine. Plus récemment, Jiménes (2002) a démontré le rôle des investissements dans le domaine touristique et leurs impacts sur les revenus et le niveau d'employabilité de cette activité. Toutefois, ces travaux ont porté seulement sur des points, touchant le secteur touristique.

Sans aucun doute, les décisions de planification stratégique des dispositions touristiques nécessitent la connaissance des facteurs affectant le choix de la destination, le type de voyages et la prévision des flux touristiques à court et à long terme. On peut suggérer que l'objectif de l'étude du développement touristique est d'améliorer le niveau des recettes, le taux d'employabilité à estimer ou prévoir et de comprendre par ailleurs le comportement des voyageurs (Witt & Witt, 1995 ; Uysal, 1998). Un autre objectif important de l'analyse est l'amélioration du développement touristique et la compréhension du comportement du public vers une destination ou une région particulière. Malgré la contribution et l'importance des investissements touristiques sur le développement du tourisme, le secteur souffre encore de graves inconvénients, notamment les déterminants du développement touristique (Rugg, 1973 ; Morley, 1992 ; Eymann et Ronning, 1992 ; Papatheodorou, 2001). Au 21^{ème} siècle, le tourisme est devenu un secteur important et en pleine expansion pour de nombreux pays après les secteurs des télécommunications et de l'information (Crouch-Ritchie, 1999).

L'analyse de l'offre touristique est également celle de la contribution économique du tourisme à un pays et de son impact en termes d'effets directs (l'industrie touristique), indirects (les secteurs tributaires de son activité) et induits (les dépenses des salariés du tourisme et des autres secteurs) (Song, et al., 2012). Les travaux de la division statistique du tourisme de l'ONU, de l'OMT, de l'OCDE, d'Eurostat et de certains chercheurs (Fletching, 2008; Fletching, 2009; Fletching, 2011) portent sur la mesure du poids direct du tourisme dans une économie et sur la réalisation de compte satellite (Vella, 2011), c'est-à-dire un compte économique proche de la comptabilité nationale décrivant avec précision les activités touristiques et leur poids dans l'économie.

Panagiotidis, Panagiotou et Mussoni (2012) démontrent la relation positive entre les recettes du tourisme et le PIB à long terme, à l'aide d'un test de cointégration sur un panel de 187 pays de 1995 à 2009. Pablo-Romero et Molina (2013) recensent 87 études sur la thématique du tourism-led growth hypothesis et montrent que toutes confirment cette hypothèse, à l'exception de 4 études. Tous ces travaux reposent sur des séries temporelles ou des données en panels, et sur diverses approches méthodologiques, telles que les modèles à vecteur autorégressif (VAR), les modèles vectoriels à correction d'erreur (VECM), et les modèles ARCH (AutoRegressive Conditional Heteroskedasticity) et GARCH.

Certes, il est vrai que dans le cadre des épidémies et des pandémies, comme le cas du corona virus de nos jours, certains seront amenés à créer moins de flux touristiques. A ce titre il faut leurs rassurer que cet état de fait est généralement momentané et n'affecte le tourisme qu'à courts termes. L'expansion d'une épidémie en d'autres horizons et sa transformation en pandémie démontre combien de fois le

tourisme est important à travers la mobilité des hommes en matière d'affaires et congrès ou conférences ou tout autre élément (qui sont des variantes du tourisme). Cela signifie en substance que le tourisme existe et peut exister toujours en fonction de cette mobilité des hommes

Ainsi en République du Mali, le secteur du tourisme, sous-secteur du secteur secondaire (industrie touristique), contribue au PIB à hauteur de 3.5% et génère plus de 17 milliards de recettes par an, selon le compte estimatif du Mali et les rapports de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO, 2018).

Cependant à la suite de toutes les recherches effectuées jusqu'à nos jours, leur majeure partie reste focalisée sur l'étude des potentialités touristiques et leur exploitation comme moteur du développement touristique au Mali, ou au moins des études concentrées sur une seule région touristique tel que la région de Mopti. Pour cela il est à signaler que la dernière grande étude qui a été réalisée par Daniel Arbour et Associés (AAA) sur les « Stratégies et Développement du Tourisme au Mali » (2008) a surtout portée sur les atouts ou potentialités du secteur touristique et les stratégies nationales pour s'y faire.

Les dépenses que les touristes ont faites excitent l'activité générale des pays de tourisme, comme le prouve l'estimation à peu près indiquée par des « organismes d'initiative » français et américain. Il faut constater que, pour une indication totale de 100%, chiffrant la consommation d'un touriste, on a la répartition suivante : dépense d'hôtel et de restaurant 20%, transport 20%, distraction et spectacle 20%, dépenses diverses 26%, menus frais 14% (BCEAO, 2018). Les « dépenses diverses » touchent l'industrie de luxe et de fantaisie des grandes capitales européennes, mais celles des pays en développement reste marginales. Les recettes de l'industrie hôtelière alimentent également l'agriculture, le commerce, l'industrie et les collectivités publiques par les impôts et les taxes. Il estime donc que 7% des encaisses du tourisme retournent à la production nationale (Ministère du Tourisme, 2017).

Nous cherchons à répondre à la question principale de notre recherche, qui est la suivante : Quel est l'impact des investissements publics sur le développement du tourisme au Mali ? De façon spécifique, nous posons les sous questions suivantes : i) quel est l'effet des investissements publics sur l'emploi touristique ? ii) quel est l'effet des investissements publics sur les recettes touristiques ?

L'objectif général est d'étudier le lien entre les investissements publics et le développement du tourisme au Mali. De façon spécifique, il s'agit i) d'étudier le lien entre les investissements publics et les emplois touristiques au Mali ; ii) d'étudier le lien entre les investissements publics et les recettes touristiques.

Dans ce document, nous proposons une analyse macro-économétrique qui est basée sur les observations des investissements publics, les recettes, le taux d'employabilité, les investissements directs étrangers, l'ouverture commerciale, les conflits, ...etc. Cette approche permet l'examen des caractéristiques qui influencent le développement touristique et fournit un cadre conceptuel/méthodologique pour la compréhension les méthodes d'estimations de l'étude. Le cadre théorique de cette étude est basé sur le travail original de Barro sur l'analyse des dépenses publics (1991).

2.1. Analyse descriptive des investissements publics et du développement touristique au Mali

2.1.1 Caractéristiques et potentialités touristiques du Mali

Cette section traite de la détermination des sites et des milieux touristiques au Mali puis des acteurs de l'organisation du secteur.

2.1.1.1. Les sites et les milieux touristiques

Le Mali est très riche en sites touristiques dont cinq sont classés comme Patrimoine Mondial de l'Humanité, il s'agit des sites de Djenné, Tombouctou, Pays dogon, la mosquée de Gao, Mopti. Chacun de ces sites revêt des caractéristiques touristiques permettant de conserver un intérêt touristique. Djenné est connu pour son architecture en banco, Tombouctou pour ses mosquées (cité des 333 saints), le pays dogon pour sa culture et la nature extraordinaire de ses sites, Gao pour sa mosquée et le tombeau de la dynastie des Askia puis Mopti pour la traversée des bœufs à Diafarabé.

En dehors de ces sites de renommée internationale, il existe plusieurs autres sites. On les retrouve un peu partout à travers le pays, mais plus particulièrement dans les régions de Kayes, Sikasso et Koulikoro et ceux du grand Nord (Gao, Kidal). Il y'a également des particularités naturelles au tourisme fluvial, saharien et l'écotourisme. Nous avons les deux grands fleuves dont le Niger long de 1700 km au Mali et le Sénégal de 700 km au Mali avec leur vaste plan d'eau ; les grands espaces désertiques du nord et leur bancs (ou dunes) de sable ainsi que les zones montagneuses du Gourma ; les zones inondés du Delta Intérieur du Niger où sont situés trois sites (RAM SAR avec 200 000 oiseaux d'eau migrateurs et locaux ainsi que des animaux aquatiques tels que les hippopotames, les lamantins) ; les zones représentatives des écosystèmes (15 zones protégées, 11 réserves de faunes). Ces aires naturelles couvrent une superficie de 4 458 280 hectares.

Parmi les autres attraits du tourisme naturel, il faut noter le site du nord mandingue ; les lacs de retenues des barrages de Manantali, de Sélingué et de Markala ; les grottes de Missikoro et les chutes d'eau, dans la région de Sikasso et le nord Hombori et la main de Fatima.

2.1.1.2. Les acteurs et l'organisation du secteur

Ce volet concerne l'ensemble de tous les acteurs qui interviennent soit directement, soit indirectement dans le secteur. Il faut noter principalement l'OMATHO, les hôtels, les restaurants, les agences dévoyaage...

2.1.1.3. L'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO)

Au Mali, c'est l'Etat qui définit la politique touristique et assure la sécurité des touristes. Les administrations nationales et l'Office exécutent la politique touristique de l'Etat. Ainsi le département du Ministère de l'artisanat et du tourisme reste l'autorité de tutelle du secteur touristique. Cependant l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO) relève de ce Ministère et reste l'acteur principal direct duquel dépendent les autres acteurs du secteur notamment : des Hôtels, des agences de voyage, des sites touristiques. Cette structure a été créée en 1995 par la Loi N°95059AN RM et promulguée par le Président de la République le 02 Août 1995.

L'OMATHO a pour mission d'élaborer les éléments de la politique du Gouvernement en matière de tourisme et de l'Hôtellerie et d'en assurer la mise en œuvre. Elle fait, à ce titre la prospection et la mise en valeur les ressources touristiques du pays puis à l'aménagement et l'équipement des zones d'intérêt touristique à travers les investissements publics. Elle reçoit en dotation initiale l'ensemble des biens meubles et immeuble affectés au Commissariat au Tourisme repris aux inventaires à date d'entrée en vigueur de la Loi. Ces ressources sont constituées de produits de la taxe touristique, des produits des prestations de service, des emprunts, des subventions de l'Etat, des dons et legs, des recettes diverses.

Tableau 1 : Répartition spatiale du parc hôtelier au Mali en 2010

Régions	Hôtels		Chambres		Lits	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Bamako	330	55,1%	4629	51,8%	5289	47,3%
Kayes	29	4,8%	480	5,4%	562	5,0%
Koulikoro	41	6,8%	451	5,1%	516	4,6%
Sikasso	38	6,3%	881	9,9%	1019	9,1%
Ségou	33	5,5%	628	7,0%	866	7,7%
Mopti	89	14,9%	1380	15,5%	2171	19,4%
Tombouctou	22	3,7%	235	2,6%	425	3,8%
Gao	15	2,5%	223	2,5%	304	2,7%
Kidal	2	0,3%	22	0,2%	29	0,3%
Total Mali	599	100%	8929	100,0%	11181	100%

Source : OMATHO, 2013

Les restaurants sont des structures de restauration et englobent généralement les bars en leur sein. Les bars et restaurants restent des lieux pour la consommation des boissons sucrées ou alcooliques, des menus de toutes les spécialités locales ou internationales et qui intéressent les touristes (locaux et internationaux) selon les préférences. Les boîtes de nuit sont réservées pour la distraction. Il est à prendre en compte dans ces structures les pâtisseries et boulangeries. Les pâtisseries sont présentes dans tous les quartiers de Bamako mais aussi dans les capitales régionales ou même les chefs-lieux de préfectures et sous-préfectures. Force est de constater que l'Etat n'a presque pas de structures dans ce domaine à son nom propre c'est-à-dire étatique, laissant la place au tourisme de marché. Ce qui explique la non intervention de l'Etat et donc n'effectue pas d'investissements majeurs sauf les aides pour l'édification des infrastructures hôtelières, de loisir et autres.

Tableau 2 : Répartition des hôtels classés selon la catégorie et la région en 2010

Categories	Localités									Total
	Bamako	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	
1 étoile	3	0	0	3	2	0	0	0	0	8
2 étoiles	21	0	0	6	3	0	0	0	0	30
3 étoiles	10	0	0	1	0	0	0	0	0	11
4 étoiles	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
5 étoiles	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
Total	40	0	0	10	5	0	0	0	0	55

Source : OMATHO, 2015

Ce tableau indique que le district de Bamako est le plus doté en hôtels de 2, 3, 4, et 5 étoiles par rapport aux autres régions du Mali. Cela peut s'expliquer par le fait que le district conserve la plus forte concentration démographique, c'est aussi un centre d'affaires et d'infrastructures modernes, par rapport aux autres régions du Mali.

2.1.2. La politique nationale de développement du tourisme

Cette politique consiste à dégager dans tout le pays les axes stratégiques de développement du tourisme mais aussi de déterminer ses portées et ses limites. C'est ainsi nous traitons en la matière : en premier lieu les axes stratégiques de la politique nationale du tourisme au Mali, et en second lieu les portées et limites de la stratégie nationale du tourisme au Mali.

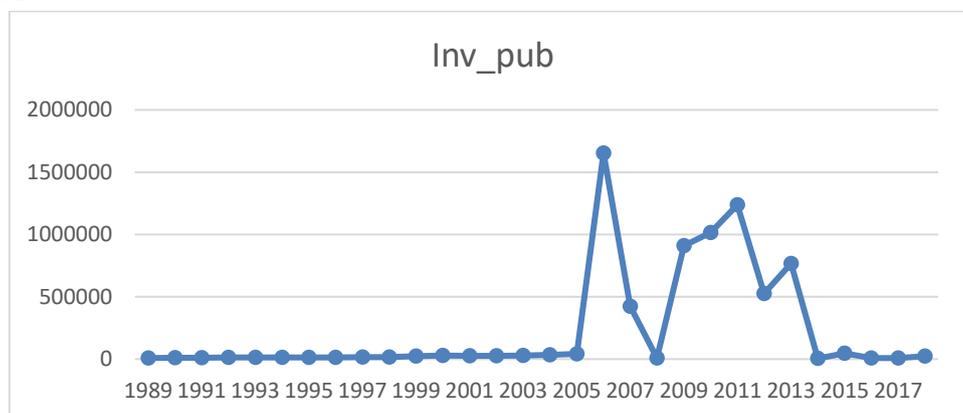
2.1.2.1. Les axes stratégiques de la politique nationale du tourisme au Mali

La politique nationale du développement du tourisme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Economique et Social (PDES). Dans la mise en œuvre de cette politique, le département chargé du tourisme s'est fixé comme objectif général de doter le secteur d'un outil de planification intégré afin d'en faire le moteur du développement économique et d'assurer la sauvegarde du patrimoine culturel malien de maintenir et de développer le tourisme des affaires au Mali. Ainsi pour s'y faire les objectifs spécifiques fixés portent sur le renforcement du cadre institutionnel règlementaire et organisationnel ; le développement des formes alternatives du tourisme au Mali ; le renforcement et l'amélioration de l'offre touristique ; le renforcement des capacités des agents de l'administration nationale du tourisme et du secteur privé ; la reconnaissance de l'apport du tourisme dans l'économie nationale ; un meilleur partenariat public et privé. C'est dans ce cadre que la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale du tourisme repose sur les 4 axes prioritaires à savoir, la valorisation et la diversification de l'offre touristique ; la promotion de la destination-Mali ; le renforcement des capacités des acteurs par des investissements publics notoires ; et la disposition de statistiques fiables.

2.1.2.2. Evolution des investissements publics dans le secteur du tourisme

Les investissements touristiques au Mali évoluent en dents de scie comme l'indique le tableau n°28 ci-dessous, mais avec un pic à partir 2002 dû à la CAN (Coupe d'Afrique des Nations). En 2006 on a assisté également à une augmentation remarquable des investissements touristiques ; grâce à la rénovation de certaines grandes structures et à la construction d'autres nouvelles à Bamako et dans certaines capitales régionales.

Graphique 1 : Evolution des investissements touristiques au Mali en milliers de franc CFA de 1989 à 2017

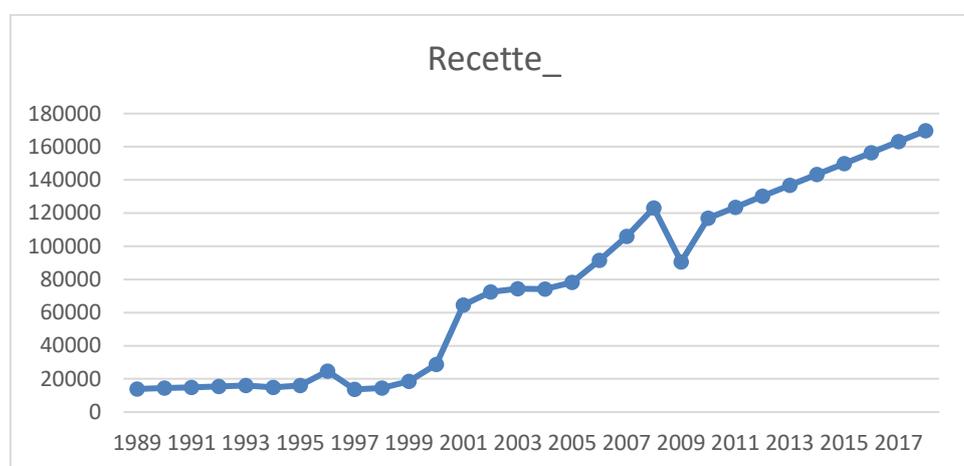


Source : Base de données OMATHO, 2018

2.1.2.3. Evolution des recettes touristiques

Les recettes touristiques du Mali ont connu une croissance régulière de 1989 à 2017 avec un réel pic durant les années 2006 et 2007. L'évolution du graphique ci-dessous montre que les recettes constituent les retombées financières de l'activité touristique et sont publiées par la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), dans son rapport sur la balance des paiements du Mali. Les données sur le tourisme prennent en compte celles de l'écotourisme. Dans l'évolution des recettes, nous remarquons une baisse des recettes en 2009 avant de revenir à une évolution beaucoup forte que les années précédentes entre 2011 et 2017. Notons que cette évolution entre 2011 et 2017 se passe dans un contexte d'insécurité grandissante au Mali. Tout reste à croire que l'insécurité au Mali affecte très peut le secteur touristique.

Graphique 2 : Evolution des recettes touristiques de 1989 à 2017 en milliers de francs CFA

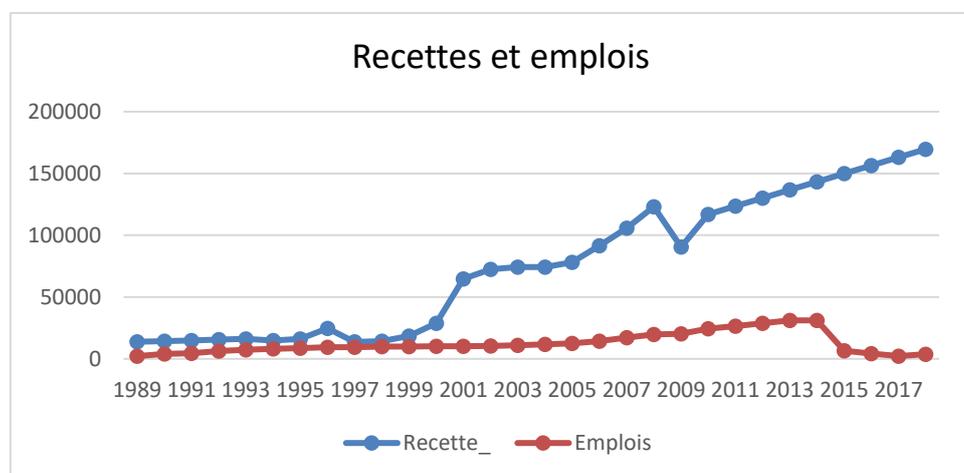


Source : Base de données OMATHO, 2018

2.1.2.3.1. Evolution recettes touristiques et emplois touristiques

Entre 1989 et 2017, les emplois comme les recettes ont connu une hausse de leur niveau sur la période. Les recettes touristiques ont connu une baisse en 1997 et en 2009 tandis que les emplois touristiques ont connu seulement une baisse à partir de 2012 jusqu'à nos jours.

Graphique 3 : Evolution recette touristique et emploi touristique

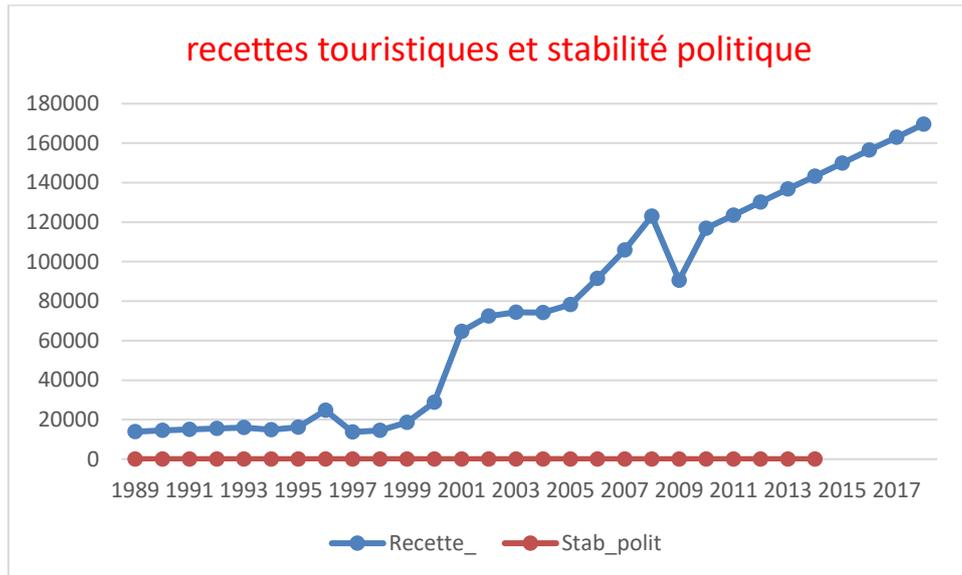


Source : Banque Mondiale, 2019

2.1.2.3.2. Relation recettes touristiques et stabilité politique

Nous observons une relation négative entre la stabilité politique et les recettes touristiques. En effet, plus le pays est stable politiquement, plus les recettes touristiques ont tendance à augmenter.

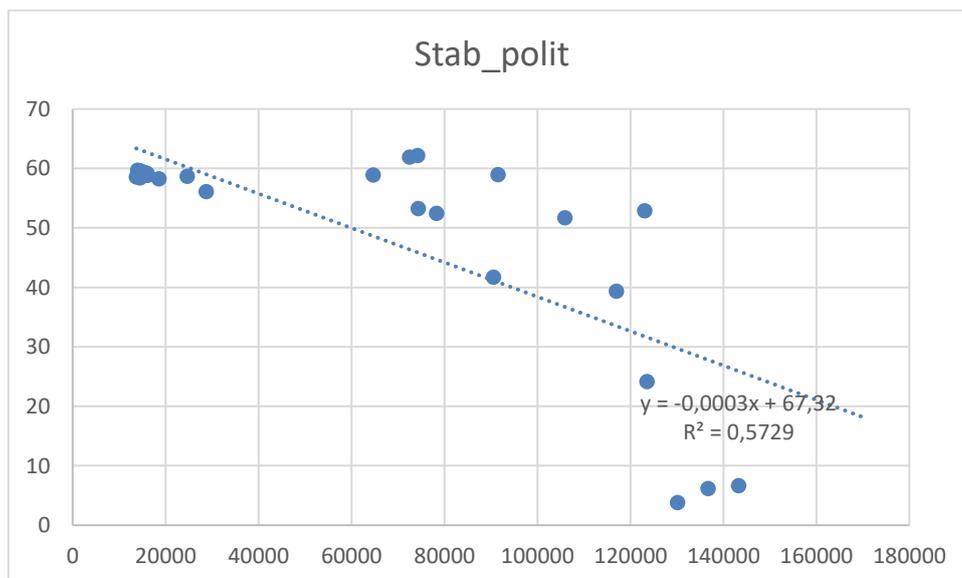
Graphique 4 : Evolution recette touristique et stabilité politique



Source : Banque Mondiale, 2019

La relation négative dans le cas malien s'explique par le manque de stabilité politique au Mali depuis l'indépendance.

Graphique 5 : Evolution de la stabilité politique



Source : Banque Mondiale, 2019

2.2. Spécification du modèle

Notre modèle de la Croissance économique du tourisme est basé sur un modèle théorique. Nous avons considéré en un premier modèle l'effet des investissements publics et privés puis des IDE sur la création d'emplois dans le secteur du tourisme, puis dans un second modèle l'effet de ces investissements sur le revenu touristique (recettes touristiques). Ainsi nous nous inspirons du modèle de la fonction de production du tourisme développé par Levine et Renelt (1992) et Sachs et Warner (2001). Le modèle de ces auteurs montre spécifiquement que le revenu du tourisme est une fonction de l'entrée initiale par unité d'atouts permanents (les investissements) et de main-d'œuvre. D'après la théorie de la convergence, il reflète à long terme deux types d'impact sur les opérations économiques. La première porte sur les compositions de la croissance économique qui est dû aux changements dans les atouts permanents et les facteurs de la main-d'œuvre. La seconde est la fabrication ou la création du changement social et technologique avec des contributions majeures sur le développement. C'est la raison qui nous pousse à utiliser des variables de contrôle tels que l'ouverture commerciale et les conflits.

Au regard de la revue de la littérature sur le développement touristique développée dans cette recherche, le taux d'emploi (emplo), le taux des investissements directs étrangers (IDE), à l'ouverture commerciale (ouv.com) et aux conflits (conflit) ; et le revenu (RECET) est influencé par l'investissement public (INVPub), l'investissement privé (INVPrivé), le taux d'emploi (emplo), le taux des investissement direct étranger (IDE), à l'ouverture commerciale (ouv.com) et aux conflits (conflit) d'une part et d'autres part le taux d'emploi est influencé par l'investissement public (INVPub), l'investissement privé (INVPrivé).

Ainsi, nos modèles vont se présenter de la manière suivante :

Modèle 1 : effet des investissements sur les emplois touristiques

$$\text{Emploi}_t = f(\text{INVPub}_t, \text{INVPriv}_t, \text{IDE}_t, \text{Ouv.com}_t, \text{Confli}_t)$$

$$\text{Emploi}_t = \beta_0 + \beta_1 \text{INVPub}_t + \beta_2 \text{INVPriv}_t + \beta_3 \text{IDE}_t + \beta_4 \text{Ouv.com}_t + \beta_5 \text{Confli}_t + \varepsilon_t$$

Modèle 2 : effet des investissements sur le revenu touristique

$$\text{RECET}_t = f(\text{INVPub}_t, \text{INVPriv}_t, \text{Emploi}_t, \text{IDE}_t, \text{Ouv.com}_t, \text{Confli}_t)$$

$$\text{RECET}_t = \beta_0 + \beta_1 \text{INVPub}_t + \beta_2 \text{INVPriv}_t + \text{Emploi}_t + \beta_3 \text{IDE}_t + \beta_4 \text{Ouv.com}_t + \beta_5 \text{Confli}_t + \varepsilon_t$$

À la lumière d'une recherche de la croissance économique classique, nous considérons l'investissement comme jouant un rôle dans le développement du tourisme mesuré par le revenu touristique mais aussi par la création des emplois dans ce secteur. L'économie du développement moderne suggère que l'industrie industrielle a une externalité positive qui est nécessaire pour une croissance économique à long terme. De plus, la prospérité du tourisme a pu attirer le capital dans le tourisme. L'investissement direct étranger, en général, paraît vraisemblablement comme une occasion pour les échanges externes ; donc, l'accès à l'expérience de la gestion avancée internationale et technologique, mesuré par le degré d'ouverture commerciale, qui devient un facteur favorisant la création d'emplois et l'augmentation du revenu touristique.

Donc, le niveau d'investissements, publics comme privés, le degré d'investissement direct étranger est aussi important pour le revenu du tourisme. Mais pour la crédibilité de notre étude, nous avons considéré comme variables de contrôle : l'ouverture commerciale et les conflits.

Tableau 2 : Estimation de court terme (emploi)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(EMPL(-1))	0.436574***	0.059271	7.365769	0.0000
D(INV_PUB)	-0.012437	0.013024	-0.954959	0.3558
D(INV_PUB(-1))	0.063372***	0.013037	4.860855	0.0003
D(NIV_CAP_HUM)	0.007815***	0.002068	3.779419	0.0020
D(CONFLIT)	-0.000926***	0.000317	-2.919150	0.0112
D(CONFLIT(-1))	0.006531***	0.000485	13.47288	0.0000
CointEq(-1)*	-0.134032***	0.015427	-8.688281	0.0000
R-squared	0.939809	Mean dependent var		-0.001948
Adjusted R-squared	0.922611	S.D. dependent var		0.360668
S.E. of regression	0.100334	Akaike info criterion		-1.548314
Sum squared resid	0.211404	Schwarz criterion		-1.215263
Log likelihood	28.67639	Hannan-Quinn criter.		-1.446497
Durbin-Watson stat	2.948649			

NB : Seuils conventionnels: 1% =***, 5% = **, 10% = *

Sources : Auteur, Eviews 10

Les résultats du niveau du capital humain affectent positivement et significativement l'augmentation du taux d'emploi. Contrairement aux travaux de (Jonathan Dupuis, 2014), à partir d'un modèle ses vecteurs autorégressifs structurels (SVAR), les résultats montrent que dans le cas des heures de travail, l'impact des investissements publics sur les emplois touristiques n'est pas significatif sur le secteur privé et il est positif pour le secteur public. Et les résultats ne sont pas significatifs pour le nombre d'employés autant pour le secteur public que le privé. Le conflit quant à lui présente un effet négatif et significatif sur le taux d'employabilité du secteur touristique alors ses valeurs antérieures sont positives et significatives.

Plus intéressant encore, le coefficient du terme de correction d'erreur, (TCE), est significatif et négatif, défini à -0.134032. Ce qui, tout en validant la représentation à correction d'erreur, indique la convergence des trajectoires des séries vers la cible de long terme. Ainsi, les chocs sur le taux d'emploi touristique au Mali se corrigent-ils une fois plus vite par l'effet de << feed back >> (Dia Kamgnia et

Touna Mama, 2001). En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année donnée peut être entièrement résorbé au bout de cette même année.

2.3. Estimation ARDL de la dynamique de long terme du modèle 1

Le tableau ci-dessous montre les résultats d'estimation de la relation de long terme. Il s'agit d'estimer par la méthode des moindres carrés ordinaires. En ce qui concerne la dynamique de long terme, nous nous intéressons principalement aux signes et la significativité des différents coefficients estimés. Les résultats de cette analyse montrent une de fois de plus l'importance des investissements publics sur l'employabilité touristique au Mali. Nous constatons, que les investissements publics surtout (et même privés) ont des effets très positifs et significatifs au seuil de 1% sur l'emploi. C'est-à-dire que l'augmentation d'une unité d'investissement public surtout (et privé) peuvent booster le taux d'emploi respectivement de 0.14 % et de 0,12 %. Ceux corroborent avec les travaux de Agénor (2017) développant un modèle d'équilibre général à générations imbriquées, calibré pour un pays à bas revenu (le Bénin) où il examine les interactions croissance économique, et accès aux investissements publics. L'amélioration de l'accès aux infrastructures agit sur la manière dont les femmes allouent leur temps disponible entre les activités non-rémunérées et les activités rémunérées, et in fine permet des gains de croissance économique.

Ceci implique que, l'Etat doit encourager l'investissement dans le secteur privé. Les effets des indicateurs commerciaux, l'investissement direct étranger et l'ouverture commerciale, favorisent directement l'emploi touristique, et ils sont très significatifs respectivement au seuil de 1% et de 5%. De façon spécifique, les investissements directs étrangers affectent positivement et significativement, c'est-à-dire que, de plus une augmentation de 1% de l'investissement direct étranger entraînerait une augmentation de 0,08 % d'emploi et de même qu'une augmentation de 1% de l'ouverture commerciale conduirait à une augmentation de 9,69 % du taux d'employabilité. Ces résultats sont confirmés par les travaux d'Ernesto (2011) dans les pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est, montrant que la libéralisation commerciale a favorisé une hausse du niveau de l'emploi grâce à une acquisition importante de technologies par les secteurs manufacturiers dans les années 80. Par conséquent apparaissent des entreprises spécialisées dans l'exportation de produits manufacturiers. Dès lors, se manifestent des inégalités de salaires entre les qualifiés et les non qualifiés ; toutefois, les femmes représentant la couche sociale la moins qualifiée, pâtissent le plus de la libéralisation commerciale. Au Brésil, cependant, celle-ci entraîne en termes relatifs une diminution du taux d'emploi des hommes et des femmes non-qualifiés, mais de façon proportionnelle ; elle a donc un effet insignifiant sur l'inégalité hommes-femmes sur le marché du travail, et n'améliore pas les conditions de travail.

Tableau 33 : Estimation de long terme (emploi), ARDL (2, 2, 0, 0, 0, 1, 2)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
INV_PUB	0.141921***	0.617435	-0.229855	0.0015
INV_PRIV	0.121298***	1.502034	-0.080756	0.0068
IDE	0.085485**	0.208349	0.410295	0.0478
OUV_COM	9.648639***	16.55853	0.582699	0.0094

NIV_CAP_HUM	0.007875***	0.017750	0.443645	0.0041
CONFLIT	-0.023672	0.027450	-0.862370	0.4030
C	11.78811	11.57776	1.018168	0.3259

$$EC = EMPL - (-0.1419*INV_PUB - 0.1213*INV_PRIV + 0.0855*IDE + 9.6486*OUV_COM + 0.0079*NIV_CAP_HUM - 0.0237*CONFLIT + 11.7881)$$

NB : Seuils conventionnels : 1% =***, 5% = **, 10% = *

Sources : Auteur, Eviews 10

L'éducation est très favorable et significative à l'emploi touristique au Mali. L'effet des conflits agit négativement et très significatifs, cela peut expliquer le manque de contribution des indicateurs commerciaux sur le taux d'emploi touristique au Mali.

2. Conclusion

Tout au long de ce travail, nous avons analysé les effets des investissements publics sur le développement touristique du Mali. Ce travail de recherche vise à mettre en évidence d'une part, le rôle théorique des modèles de croissance endogène (Barro 1990) dans l'endogénéisation du capital public comme facteur de production et comme élément majeur dans le processus de croissance économique à long terme. D'autre part, ce travail met l'accent sur les apports en termes de ressources et de création d'emploi. L'organisation mondiale du tourisme des Nations unies (OMT) a démontré qu'il existe plus de 180 activités liées à l'offre dans le secteur du tourisme, dont transport, communication, hébergement, services bancaires et financiers, culturels et de promotion. En conséquence, l'industrie du tourisme ne génère pas seulement des revenus pour le pays, mais provoque également dès l'expansion des possibilités de création d'emploi, des investissements dans les nouvelles infrastructures, ainsi que des devises étrangères (Archer, 1995 ; Durbarry, 2002 ; West, 1993).

Le choix du Mali comme cadre d'analyse est motivé par la rareté des études empiriques s'intéressant au rôle des investissements publics dans le secteur touristique des pays en développement. Pour le cas du Maroc, nous nous sommes inspiré des études de Mansouri (2003) et Malyadi (2011). Le problème majeur de telles études, réside dans le manque de données statistiques ainsi que les périodes d'observation qui demeurent relativement courtes pour pouvoir utiliser certaines techniques économétriques. Afin de surmonter les difficultés méthodologiques liées à la nature des données, nous utilisons des techniques économétriques relatives à l'analyse des séries temporelles (Kamps 2005) et des modèles ARDL (Halicioglu, 2004 ; Stock et Watson 2012).

Dans le premier chapitre de la thèse, nous abordons du point de vue macro-économique l'impact des investissements publics sur le développement touristique au Mali. Plus particulièrement, nous focalisons notre analyse sur le rôle des investissements publics, des recettes et le taux d'employabilité du secteur touristique. Cependant, nous avons fait un aperçu des politiques nationales du secteur du tourisme.

Par rapport au chapitre 2, nous présentons le cadre théorique, le débat théorique sur les effets des investissements publics sur la croissance économique qui a notamment été soulevé par Barro (1990),

ensuite par Barro et Sala-I-Martin (1996). Ils démontrent, dans le cadre des nouvelles théories de la croissance (ou théories de la croissance endogène), que les investissements publics ont des effets positifs sur la croissance de façon globale et spécifiquement sur le développement du tourisme. Plus tard, Anderson et al. (2006) et Benin et al. (2012), confirment cette théorie en indiquant que les sources de croissance résident dans l'accumulation des facteurs de production et de leur productivité mais également de la productivité globale des facteurs.

Après avoir spécifié le cadre théorique, dans le chapitre 3, nous élaborons ensuite la stratégie empirique que nous mettons en place afin de modéliser les mécanismes du développement touristique au Mali sous l'impulsion du capital public. Nous utilisons pour cela, les techniques économétriques des données des séries temporelles en utilisant la méthode ARDL. Nous exploitons alors les travaux de Ramajo et Hewings (2011) s'intéressant au rôle du capital public dans la croissance économique. Par rapport aux effets des investissements publics sur le taux d'employabilité du secteur touristique. Selon les résultats à court terme, le capital public a un effet négatif, mais significatif, cela contrairement à la théorie, qui dit que l'investissement est une source de croissance pour toute activité économique (Barro, 1990). Donc ce résultat peut s'expliquer par le faible niveau d'investissement au Mali, principalement dans le secteur du tourisme.

L'effet positif de l'investissement public sur la croissance est une preuve empirique spécifique des nouvelles théories de la croissance (théories de la croissance endogène, avec Barro 1990 ; Barro et Sala-I-Martin, 1996). De telles dépenses sont censées avoir un impact positif sur les recettes et le taux d'employabilité du secteur touristique et globalement sur la croissance économique au Mali. Ces implications seraient encore plus importantes dans le cas du Mali, en raison de l'insuffisance des infrastructures de base. Le niveau et la qualité des infrastructures publiques de l'Afrique sub-saharienne demeurent très faibles, en comparaison des pays qui se situent à des stades similaires de développement. Il n'en demeure pas moins pour le Mali. Au Mali la plupart des recettes touristiques et du taux d'employabilité sont basés sur les anciens sites et les hôtels alloués au secteur privé. Mais ce n'est que dans ces vingt dernières années, que nous assistons à la construction de sites touristiques et principalement dans la capitale Bamako.

Les dépenses publiques touristiques ont aussi été concentrées sur des projets nationaux, plutôt que régionaux. Les sites ruraux font beaucoup défaut. Ainsi le processus de décentralisation est un moyen d'améliorer ces sites. Le niveau des infrastructures touristiques reste insuffisant par rapport aux besoins. Il apparaît comme le problème majeur des entreprises privées afin d'attirer le maximum de touristes. Toute politique qui tendra à une amélioration générale des investissements dans le secteur touristique, favorisera l'activité économique du secteur privé. Cela a donc un impact direct sur les coûts de production et probablement sur les prix et il serait intéressant pour l'Etat de faire un arbitrage entre subventionner et mettre en place une infrastructure touristique bénéfique pour les entreprises et pour les autres. Une infrastructure touristique efficace est un facteur important d'économie d'échelle, et facilite le processus d'industrialisation.

Nos résultats trouvés montrent que les dépenses d'infrastructures publiques ont un impact positif et significatif sur les recettes et le taux d'employabilité du secteur touristique. En marge de ces résultats, nous pensons que l'Etat a désormais la lourde responsabilité de promouvoir l'investissement public, et d'améliorer le niveau et la qualité des infrastructures touristiques existantes. Le suivi des investissements publics est un élément important de la politique économique. Cela dans la mesure où il permet une meilleure utilisation des ressources publiques et un réajustement du programme.

REFERENCES

1. Abraham Frois G., (1991), « Dynamique économique », 7^e édition, Dalloz, pp 527.- 534.
2. Aghion, P. & Howitt, P. (1998), *Endogenous Growth Theory*, MIT Press.
3. Arbour D. et Associés, (2008), « Elaboration d'une stratégie de développement tourisme au Mali », 2008, Bamako
4. Aschauer D.A., (1989), « Is government spending productive ? », *Journal of Monetary Economics*, 23 pp 177-200.
5. Banque Africaine de Développement, (1999), « Rapport sur le développement en Afrique, le développement de l'infrastructure en Afrique », *Economica* 1999.
6. Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) « Balance de Paiement du Mali » Rapports : 2008, 2009, et 2010 à 2019.
7. Banque Mondiale, (1995), « Mali expenditure review, document of the work bank, Report » n°13086. MLI, june 1995.
8. Barro R. J., et Sala-I-Martin X., (1995), « Economic Growth », New York, N Y Mc Graw-Hill.
9. Blejer M. (1984), « Government Policy and Private Investment in developing countries », IMF. Stapp Paper, n°31, pp. 309-403.
10. Boyer M. (1972) « Le Tourisme », Le Seuil, Collection Peuples et Sociétés 1^{ère} édition.
11. Bull, A. (1995), *The economics of travel and tourism*, Longman.
12. Bushell, R., Prosser, G., Faulkner, H. & Jafari, J. (1972), 'Tourism research in australian', *Journal of travel research* **39**, 323–326.
13. Butler, R. W. (1980), 'The concept of a tourism area cycle of evolution : Implications for management of resources', *Canadian Geographer* **24**, 4– 12.
14. Canning D. and Fay M., (1992), « Infrastructure and economic growth », Columbia University, New York, Mimeo.
15. Capul J.Y. et Garnier O. « Dictionnaire d'Economie et de Sciences Sociales », édition 1972.
16. Caze G. B. (1972) « Fondements pour une Géographie du Tourisme et des Loisirs », Collection Amphi Geo.
17. Congressional Budget Office (1991) «Public investment and the economy », July.
18. De Viry M., (2010) « Tous touristes », Edition Flammarion.
19. Doublas P. (1972) « Géographie du Tourisme », Nathan Université.
20. Eastaerly W., Carlos A. R. and Klaus Schmidt-Hebbel editors (1994), « Public sector reform deficits and macroeconomic performance », World Bank and Oxford University press Washington, DC.
21. Faini R. (1994), « Ajustement et Développement », Edition Economica, Chapitre 11, pp 291-304.
22. Feltenstzein A., and Jiming Ha, (1995), « The role of infrastructure in Mexican economy reforms », *Work Bank Economic Review*, vol.9, n°2, May.
23. Ford R. et Forey P. (1991) « Infrastructure et productivité du secteur privé », *Revue économique de l'O C D E*, Automne.
24. Friedman Milton (1957), «A theory of consumption function », Princeton, N.J., Princeton University Press.
25. Gary Becker (1964), «Human Capital, a Theoretical and Empirical Analysis ».
26. Gearing, C. E., Swart, W. W. & Var, T. (1973), 'Determining the optimal investment policy for the tourism sector of a developong country', *Management science* **20**, 487–497.
27. Granlich G. M., (1994), « Infrastructure investment, a Review Essay », *Journal of Economic Literature* **32**, pp. 1176-1196.
28. Gray, P. H. (1970). The contributions of economics to tourism. *Annals of Tourism Research*, 9(1), 105–125.

29. Guellec D., et Ralle P., (1996), « Les nouvelles théories de la croissance », Edition la découverte, Paris, pp. 94-109.
30. Gujarati, D. N. (1995). Basic econometrics (2nd ed). New York: McGraw Hill.
31. Hershner, D. A., Barnard, O. P., & Truong, P. T. (1988). The role of stated preference methods in the studies of travel choice. *Journal of Transport Economics and Policy*, 22(1), 45–58.
32. Hulten C. R., (1996), « Infrastructure capital and Economic Growth : how well you use it may be more important than how much you have », NBER. Working Paper n°5847, December.
33. Huyin H. (2008) « Toute la finance », Troisième édition.
34. Institut National de Statistique « Comptes Economiques du Mali, séries définitives de 1998 à 2006, résultats provisoires de 2007, comptes prévisionnels de 2008 à 2009.
35. Jean Ronal Legouté « Rôle de l'Etat dans le Développement », Article, 2017, p22
36. Jenkins, C. L. (1982), 'The use of investment incentives for tourism projects in developing countries', *Tourism Management* pp. 91–97.
37. Jiménez, L. S. (2002), 'Tourism revenues and residential foreign investment in Spain : a simultaneous model', *Applied Economics* **34**, 1399–1410.
38. Karras Georgio (1994), « Government spending and private spending : some international evidence », *Journal of Money, Credit and Banking*, n°26, February, pp.9-22.
39. Keynes J. M., (1936), « The general theory of employment, interest and money », Mc MILLAN, Londres.
40. Knafou R. (1997, Atlas de France « Tourisme et Loisirs », Volume 7, Relus-La Documentation française.
41. Kroes, P. E., & Sheldon, J. R. (1988). Stated preference methods an introduction. *Journal of Transport Economics and Policy*, 22(1), 11–25.
42. Lancaster, J. K. (1966). A new approach to consumer theory. *Journal of Political Economy*, 74(2), 132–157.
43. Lancaster, J. K. (1971). Consumer demand a new approach. New York: Columbia University Press.
44. Lanza, A., Temple, P. & Urga, G. (2003), 'The implication of tourism specialisation in the long run : An econometric analysis for 13 OECD economies', *Tourism Management* **24**, 315–321.
45. Lawler, K., & Seddighi, H. R. (1987). Economic theory and modelling an integrated approach (2nd ed). Dordrecht: Peter Andrew Publishing.
46. Lim, C. (1997). Review of international tourism demand models. *Annals of Tourism Research*, 24(4), 835–849.
47. London: Edward Arnold. O'Hagan, J. W., & Harrison, M. J. (1984). Market shares of US tourist expenditure in Europe: An econometric analysis. *Applied Economics*, 16, 919–931.
48. Marc Montoussé (1999), « Théories Economiques », Bréal, 3^e édition
49. Mathias Tépôt, « Investissements publics, Seule solution pour redresser l'économie » ; Article du 14/10/2016, pp 21 à 26.
50. Mills P. et Quinet A., « Dépenses publiques et Croissance », *Revue Française d'économie*, n°3 vol VII, PP. 29-60.
51. Morley, C. (1992). A microeconomic theory of international tourism demand. *Annals of Tourism Research*, 19, 250–267.
52. Morrison C. et Talbi B., (1996), « La Croissance économique Tunisienne en longue période », Etude du Centre de Développement, Série Croissance à long terme, pp. 91-109.
53. Nachmias, C., & Nachmias, D. (1992). Research methods in the social sciences (1st ed).
54. Nazmi N. and Ramirez M. D., (1997), « Public and private investment and Economic Growth in Mexico », *Contemporary Economic Policy*, 15.
55. Office Malienne du Tourisme et de l'Hôtellerie « Statistiques sur les flux touristiques », Annuaire 2010.

56. Papatheodorou, A. (2001). Why people travel to different places. *Annals of Tourism Research*, 28, 164–179.
57. Pereira, B. C. (2001), Plan d'aménagement touristique de madère, Technical report, Troisième Sommet du Tourisme, www.sommets-tourisme.org.
58. Pizam, A. (1999). A comprehensive approach to classifying acts of crime and violence at tourism destinations. *Journal of Travel Research*, 38(1), 5–12.
59. Pradhan B.K. and Sarma A., (1990) « Complementarity between public and private Investment in India », *Journal of Development Economics*, vol 33, n°33, july 1990, pp. 101-116.
60. Programme des Nations Unies pour le Développement/Banque Mondiale « Rapport National sur le Développement Humain Durable », Mali 1999.
61. Puppim de Oliveira, J. A. (2003), 'Governmental responses to tourism development : three brazilian case studies', *Tourism Management* 24, 97–110.
62. Ram Rati, (1986), Government size and Economic Growth : a NEW framework and some evidence from cross-section and time-series data », *American Economic Review* 76(1), pp.194-203.
63. *Revue Economique* : « Problèmes économiques n°2411 du 15/02/1995, p 15 ».
64. Romer D., (1997), « Macroeconomie Approfondie », Collection Sciences Economiques, Edition Mc Graw Ediscience Internationale, pp. 380-422.
65. Romer P. M., (1994, « The original of Endogenous Growth », *Journal of Economies Perspectives*, 8(1), pp ; 32-33.
66. Rugg, D. (1973). The choice of journey destination: A theoretical and empirical analysis. *Review of Economics and Statistics*, 55(1), 64–72.
67. Seddighi, H. R., Lawler, K., & Katos, A. V. (2000). *Econometrics: a practical approach*. London: Routledge.
68. Shah A., (1992), «Dynamics of public infrastructure, industrial productivity and profitability », *Review of Economics and Statistics*, 74.
69. Smeral, E. (2003), 'A structural view of tourism growth', *Tourism Economics* 9, 77–93.
70. Song, H., & Witt, F. S. (2000). *Tourism demand modelling and forecasting. Modern econometric approaches* (1st ed.). New York: Pergamon.
71. Sonmez, S. (1998a). Influence of terrorism risk on foreign tourism decisions. *Annals of Tourism Research*, 25(1), 112–144.
72. Stiglitz J. (1999), «The economic role of the state », éditions Basil Blackwell.
73. Stock M. (2003) « Enjeux, Tourisme, Lieux et Acteurs », Berlin.
74. Thomas Robert Malthus, (1798) « Essais sur le principe de la population »
75. Uysal, M. (1998). The determinants of tourism demand: a theoretical perspective. In D.
76. Witt, S. F., & Witt, C. A. (1995). Forecasting tourism demand: A review of empirical research. *International Journal of Forecasting*, 11(3), 447–475.
77. Woo Gon, K., & Arbel, A. (1998). Predicting merger targets of hospitality firms (A Logit Model). *Hospitality Management*, 17, 303–318.
78. WTO (1998), *Yearbook of tourism statistics*, Vol. 50th, World Tourism Organisation.
79. Zikmund, N. G. (1994). *Business research methods*. New York: The Dryden Press.